

Apostrophe 45 / 11.02.2015/ Anthony Gauthier / La voix agricole locale au Parlement européen



Angélique Delahaye est députée européenne UMP du Grand-Centre depuis un an et à la tête d'une entreprise agricole près de Tours. Entretien. **Depuis mars, Angélique Delahaye est également maire de la petite commune de Saint-Martin-Le-Beau, en Indre-et-Loire.**

ENTRETIEN. Angélique Delahaye, 52 ans, a été élue députée européenne en mai 2014 dans l'euro-circonscription du Grand-Centre sur la liste conduite par Brice Hortefeux, sur laquelle elle figurait en deuxième position. Selon quelques archives de presse, c'est Bruno Le Maire, ex-ministre de l'Agriculture, et Jean-François Copé, ex-patron de l'UMP, qui ont milité à l'époque pour que Brice Hortefeux en fasse sa colistière. Un positionnement qui n'a pas recueilli que des assentiments. Pour autant, élue conseillère régionale dans le Centre en 2010 dans l'ombre d'Hervé Novelli, son mentor local, devenue agricultrice dans les pas de son mari en Indre-et-Loire, près de Tours, Angélique Delahaye a un profil atypique doublé d'une personnalité forte et souvent saluée pour son indépendance. Elle est ainsi parvenue à gravir les échelons de la FNSEA, le syndicat agricole qui n'a pas la réputation d'être particulièrement ouvert aux femmes, et ce, tout en pactisant avec José Bové, l'ennemi numéro 1, pour dénoncer l'accord UE-Maroc destiné à faciliter l'arrivée des tomates marocaines sur le marché français. Une audace qui sera récompensée par l'adoubement de Michel Barnier, alors ministre de l'Agriculture, qui lui remet la Légion d'Honneur et distingue *«une femme extrêmement énergique qui a beaucoup d'autorité et d'intelligence»*.

En sa qualité de chef d'entreprise d'une structure maraîchère qui emploie quarante-sept salariés, elle incarne, aux côtés du même José Bové, et de Michel Dantin (UMP), une voix du monde agricole français à Bruxelles et Strasbourg. En mars 2014, un nouveau mandat s'est ajouté à celui d'euro-député : maire de Saint-Martin-Le-Beau, la petite commune d'Indre-et-Loire où elle est installée professionnellement.

Depuis Bruxelles, Angélique Delahaye a accepté de répondre aux questions d'*apostrophe45* à l'heure où la prise de pouvoir de l'extrême-gauche en Grèce inquiète et divise les parlementaires européens. *« Est-ce que le vote grec s'est fait dans l'esprit de la construction européenne ? C'est la question qui faut que l'on se pose »*

L'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce, compte tenu de la situation financière exsangue du pays, est-elle, selon vous une menace pour la zone euro ? En tant que nouveau député européen, je n'ai sûrement pas l'expérience et l'antériorité d'un certain nombre de mes collègues dans la fonction pour le dire. Moi, je n'ai pas le sentiment que ce soit une menace. C'est plus pour la Grèce que ce type de posture pose un problème que pour l'Europe. L'Europe est suffisamment solide pour tenir.

Michel Sapin, ministre des Finances, assure que la « zone euro est suffisamment solide » aujourd'hui, plus solide en tous les cas qu'en 2010, où il avait fallu avoir recours à différents sauvetages qui avaient fini par menacer l'euro lui-même. C'est donc votre avis aussi. Oui, mais en tout état de cause, ce à quoi je serai vigilante en tant que parlementaire européenne issue des rangs de la France, c'est que cette dette ne pèse pas plus sur l'économie de notre pays au travers de la zone euro car il faudra bien que quelqu'un paye.



En campagne avec Brice Hortefeux, la tête de liste UMP dans la circonscription du Grand-Centre qui englobe les régions Centre, Auvergne et Limousin. (Photo. DR)

Avec ce gouvernement, se pose, en plus, cette équation qui paraît difficile à résoudre entre le respect du vote grec aujourd'hui et le respect des règles européennes. Comment la résoudre ? Est-ce que le vote grec s'est fait dans l'esprit de la construction européenne ? C'est la question qui faut que l'on se pose. Je n'ai pas la réponse, ce sont les Grecs qui l'ont. *« Les élus de l'extrême-droite ne sont pas là pour construire l'Europe mais pour la déconstruire de l'intérieur »*

L'arrivée au pouvoir de Syriza n'a pas généré plus d'inquiétude que cela de la part des parlementaires européens ? Ici, ce n'est pas un sujet en tous les cas. La question a été évoquée bien sûr mais elle ne fait pas l'objet de plus de débat que cela.

Comment est perçue à Bruxelles la montée de l'extrême-droite en France, qui a suscité tant de polémiques, encore, sur la notion de Front républicain avec les législatives anticipées dans le Doubs ? C'est vrai que l'on peut s'interroger sur le nombre de représentants de l'extrême-droite issus du vote français au sein du Parlement européen. Ils sont plus nombreux que la délégation française UMP. Moi, ce que j'en comprends à travers les travaux auxquels je participe, tant en commission qu'au sein de la session plénière parlementaire, c'est qu'ils ne sont pas là pour construire l'Europe mais pour la déconstruire de l'intérieur. Il va falloir que nos concitoyens comprennent que ce vote peut être l'expression d'un ras-le-bol au niveau national mais qu'il n'est pas sans conséquence sur le poids de la France en Europe, sur le regard que l'Europe pose sur la France, et sur notre capacité à influencer les décisions en Europe.

Vous siégez non loin de Marine Le Pen et de Jean-Marie Le Pen, à Bruxelles. Quelles attitudes ont-ils ? J'avoue, et c'est peut-être mon bon sens paysan qui parle, que je ne comprends pas qu'on puisse accepter d'être élu européen avec tout ce que cela comporte comme obligations, devoirs et droits, et qu'on ne soit là que pour déconstruire l'Europe. Je ne comprends pas que l'on accepte ce type de situation, cela me paraît totalement ubuesque. *« Avoir un mandat local et un mandat européen permet de rapprocher des points de vue »*

Cela se matérialise comment dans leur comportement d'élus ? Siègent-ils tout de même ? Oui, ils sont là, si, et ils sont contre tout. Ils tapent sur l'Europe. En session, ils ne sont pas là pour construire.

Vous êtes maire d'une petite commune d'Indre-et-Loire, agriculture, députée européenne. Vous faites un peu le grand écart entre la proximité du terrain et la distance européenne, non ? Pour moi, ce n'est pas faire un grand écart, mais c'est justement refermer cet écart. Mon objectif, c'est de rapprocher l'Europe des territoires et les territoires de l'Europe. C'est pour cela que je me suis investie dans ces deux mandats.

Quitte à passer pour une élue qui cumule les mandats ? Oui, car moi je trouve qu'avoir un mandat local et un mandat européen permet de rapprocher des points de vue, de ne pas oublier la place des territoires en Europe.

Comment organisez-vous vos semaines, en plus de votre activité professionnelle ? Je suis le lundi, quelques fois la fin de la semaine et le week-end en Indre-et-Loire, et le reste du temps à Bruxelles. À Strasbourg, c'est une fois par mois, du lundi au jeudi soir. *« Sur les treize départements de notre circonscription, nous ne sommes que cinq députés, tous bords politiques confondus »*

Votre mandat s'enrichit-il de votre rôle de maire et de votre activité professionnelle? De quelle manière ? J'ai à l'esprit la question de l'étiquetage de l'origine des viandes dans les plats préparés, par exemple. C'est mon expérience professionnelle d'agricultrice qui me fait apporter un certain nombre d'arguments sur le fait qu'il y a une nécessité de traçabilité tout au long de la chaîne alimentaire et qu'on doit être capable de proposer des dispositifs non pesants sur le plan administratif pour les entreprises, afin de permettre plus de transparence sur ce que les consommateurs ont dans leur assiette. En permanence, j'ai à l'esprit les problématiques de pouvoir d'achat de nos concitoyens car je les côtoie dans ma mairie, ainsi que les problématiques des entreprises. Car avec mon mari nous avons une entreprise de quarante-sept salariés, et le tout, avec la nécessité d'avoir une vision européenne puisque nous sommes dans un marché ouvert.



Angélique Delahaye veut défendre les intérêts des maraîchers français. Elle dirige, avec son mari, une entreprise agricole près de Tours. (Photo. DR)

Manifestement, vous êtes confrontée encore à cette difficulté de donner de la visibilité à votre travail d'élue européenne. Pourquoi les députés nationaux s'en sortent bien mieux dans cette quête d'audience ? Il y a deux éléments à mon sens. Sur les treize départements de notre circonscription, nous ne sommes que cinq députés, tous bords politiques confondus. Moi, il y a cinq députés nationaux rien que dans mon département. Il y a une problématique de maillage du territoire. Et puis, j'ai plutôt le sentiment que ce que l'on fait au Parlement, dans les commissions, n'intéresse que peu, que très peu les médias. D'où mon engagement de terrain et le fait que je me déplace dans chaque département pour rencontrer des professionnels et expliquer le travail qui se fait au parlement. J'aime les gens de terrain et j'aime qu'un médecin de campagne m'explique sa vision de la santé. *« Avec la montée des extrêmes, on est obligé de trouver des majorités »*

L'étiquette politique a-t-elle autant d'importance quand on est parlementaire européen que parlementaire national ? Je n'ai pas ce sentiment-là. À Bruxelles ou Strasbourg, c'est beaucoup moins clivant car avec la montée des extrêmes, on est obligé de trouver des majorités pour défendre des projets de construction européenne. On arrive à trouver des compromis même lorsque nous ne sommes pas d'accord.

Depuis Bruxelles, comment jugez-vous les conflits au sein de votre parti, les luttes pour obtenir le leadership, et le retour de Nicolas Sarkozy qui est de moins en moins un retour gagnant ? Je ne suis pas au coeur du dispositif de l'UMP, je suis engagée en politique depuis relativement peu de temps. L'heure n'est plus aux querelles. L'UMP a élu son président, il faut se mettre au travail pour proposer à nos concitoyens une alternative au Front national et l'on serait bien inspiré d'écrire une copie plutôt que de débattre sur des sujets qui n'intéressent pas beaucoup nos concitoyens. Avec des médias qui ont tendance, aussi, à focaliser sur l'UMP plus que sur les divisions qui existent dans les autres partis. *« Je suis une proche d'Hervé Novelli et je suivrai la décision qui sera prise par le parti »*

On dit que vous êtes proche, politiquement, de Guillaume Peltier, maire de Neung-sur-Beuvron (Loir-et-Cher), et partisan d'une droite dure, très conservatrice tout du moins ? Je ne me suis pas encore fait de

religion sur les courants de l'UMP. J'ai effectivement une éducation plus traditionnelle, je prône un certain nombre de valeurs qui ont été, ces dernières années, depuis peut-être 1968, galvaudées. Il faut savoir évoluer, mais il doit rester des fondamentaux comme la famille à laquelle je suis très attachée. Et ce, même si dans ma propre famille j'ai aussi assisté à des éclatements et à des recompositions. Il n'en demeure pas moins que le fait que les familles se disloquent et se recomposent montre qu'on a besoin d'un socle fondamental, même s'il est un peu différent de celui vécu par nos parents et nos grands-parents.



Guillaume Peltier, passé par le FN, incarne la droite dure en France. Il se voit bien président du conseil régional du Centre Val de Loire. (Photo. DR)

Vous soutiendrez le cas échéant la candidature de Guillaume Peltier, rejetée par certains élus UMP, à la tête de la région Centre ? Je suis une proche d'Hervé Novelli et je suivrai la décision qui sera prise par le parti. Et j'accompagnerai le candidat qui sera choisi par l'UMP, quel qu'il soit et sans aucune réserve.